

...au sang par les assassins de ses parents. Des secouristes de la Croix-Rouge rwandaise l'ont récupéré le lendemain avec sa petite sœur de sept ans : « Nous l'avons trouvée, inerte, couchée en travers d'un tronc d'arbre sur lequel on l'avait sauvagement violée. »

Et puis il y a la menace des bombes. Même si cela n'ajoute pas à l'angoisse des enfants, inconscients de ce danger, cela

L'enfance meurtrière du R

Suite de la première page

Dans l'église a plusieurs centaines de gens dorment paisiblement depuis une semaine, l'autel et, dans les blessés légers se trouvent 7 000 autres ont le presbytère et le de la mission. « même, dit encore las, Hutus et Tuts sans animosité. N résolu le problème miliciens; maintiendarmes veillent sur ravitaillément, no accès, par chance, Caritas. »

A l'hôtel des M sin du ministère d 550 déplacés so mais moins rassur piscine, et la dire loue un camion-cit de l'eau. Pour le r marché central a ro regorgent de produ explique que les pri augmenté, d'autan fait de l'exode d'u de la population (e « le nombre de co beaucoup diminué ».

Plus de deux cent mille m en six semaines

De retour de Kigali où il a passé deux jours, le Haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, José Ayoa Lasso, a affirmé que le nombre de personnes tuées depuis le 7 avril - généralement évalué à deux cent mille - serait en fait beaucoup plus élevé. Il a invité, vendredi 13 mai, la communauté internationale à exercer les plus fortes pressions possibles sur les belligérants pour qu'ils mettent fin à la guerre et aux massacres. La session spéciale de la Commission des

Kigali Combats dans la Capitale

KIGALI a été la cible, dimanche, de tirs de mortier et d'artillerie légère des troupes gouvernementales, qui ont lancé une offensive contre les positions des forces du Front patriotique rwandais autour de la capitale. Les combattants du FPR ont contre-attaqué depuis les collines entourant Kigali, parvenant, semble-t-il, à freiner l'avance de l'armée près de l'aéroport, à l'est de la ville. Selon des habitants, l'armée a contraint des civils à creuser des tranchées autour du complexe stratégique de Kanombe, exposé, au nord, aux tirs d'artillerie du FPR. Les combats font également rage, selon les Nations unies, près de la ville de garnison de Ruhengeri, tenue par les forces gouvernementales, au nord du pays, et autour de Gisenyi, au sud.

A New York, le Conseil de sécurité de l'ONU a reporté au début de cette semaine le vote d'une résolution sur une éventuelle intervention au Rwanda. Washington souhaiterait créer des « zones de protection des réfugiés » aux frontières rwandaises. Pour le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, cette formule n'aurait d'autre résultat que de provoquer un nouvel afflux de réfugiés dans des camps déjà surpeuplés. Une force internationale de 5.500 hommes est, par ailleurs, envisagée. Vendredi, le secrétaire général du FPR, Théogène Rudasingwa, a déclaré que son organisation n'était pas opposée à l'envoi d'une force de l'ONU, d'où doivent être exclus les pays voisins du Rwanda ainsi que les Etats ayant soutenu le régime et ses troupes. Le dirigeant du FPR a rappelé le retrait de l'ONU, qui a réduit de 2.500 à 270 le nombre de casques bleus présents dans le pays peu après le début des tueries, au lendemain du 6 avril dernier, s'interrogeant sur les intentions réelles des grandes puissances.

Venant d'Ouganda par la route, grâce à l'aide des forces du FPR, Bernard Kouchner est arrivé jeudi à Kigali, où il a notamment déclaré : « Nous ne pouvons pas laisser se perpétrer un génocide sans rien faire. Je crois que l'armée et la gendarmerie doivent protéger ces gens », en parlant des survivants des massacres perpétrés par les milices présidentielles et par... l'armée et la gendarmerie. « Personne ne contrôle la ville. Des miliciens parcourent la ville, ivres et ayant perdu toute raison. Ils sont prêts à tuer dès qu'ils trouvent une victime », a-t-il ajouté.

A Rome, le pape a lancé, dimanche, un appel pour que cesse le « génocide » au Rwanda, où les « criminels devront répondre de leurs actes devant l'Histoire et devant Dieu ».

Le premier ministre rwandais : les massacreurs doivent être jugés

Le chef du gouvernement désigné, Faustin Twagiramungu, se prononce pour la mise en application des accords d'Arusha. Les massacres ont été programmés par la garde et le parti présidentiels, souligne-t-il.

De notre correspondant particulier à Bruxelles.

FAUSTIN TWAGIRAMUNGU, premier ministre désigné du gouvernement rwandais de transition à base élargie, voulu par les accords d'Arusha, a réuni les journalistes à Bruxelles. M. Twagiramungu parlait au nom du Comité de coordination des forces démocratiques du changement, alliant le Mouvement démocratique républicain (MDR) le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti libéral (PL). Il a fait salle comble au centre international de presse. A l'issue de cette conférence de presse, il a répondu aux questions de « l'Humanité ».

Rappelons que les accords d'Arusha précisaient le processus de transition démocratique. Au terme de celui-ci, un gouvernement réunissant toutes les forces politiques devait être mis en place. Les partenaires s'étaient entendus sur le nom de Faustin Twagiramungu pour le président. Dans la vacance du pouvoir qui résulte des événements, M. Twagiramungu peut donc se revendiquer de la « légitimité » d'Arusha.

Vous êtes hutu. Avez-vous, malgré cela, été menacé ?

Je l'ai été. J'ai réussi à me cacher, puis les Belges de la MINUAR (force des Nations unies) m'ont conduit à l'aéroport. Mais j'ai appris qu'en mon absence les hommes de la garde présidentielle, à bord de blindés, sont venus chez moi. Le conflit n'est pas interethnique, comme on le dit trop souvent, ce que l'on voulait éliminer c'était l'opposition, toutes ethnies confondues.

S'agissait-il d'un plan programmé à l'avance ?

C'était un coup d'Etat. Il était prémédité. Nous avions assisté aux préparatifs. Ils étaient visibles. Les milices s'entraînaient. Les auteurs de ce coup de force, je les désigne : l'armée et la gendarmerie. Des officiers supérieurs lançaient des appels aux cadres de réserve ou à la retraite : « Vous allez pouvoir



Des réfugiés regroupés dans un séminaire près de Kabgayi.

reprendre à la fois du service et votre rang ! » L'assassinat du président faisait partie de leur stratégie. Il permettait d'exciter les populations et d'éliminer physiquement l'opposition.

On a prétendu que les Belges étaient à l'origine de cet assassinat...

Je suis habitué à ce genre de mensonge. Quel intérêt la Belgique aurait-elle eu à tuer le président ? Reconquérir le Rwanda ? Soyons sérieux ! Il s'agit d'un coup d'Etat militaire appuyé par des politiques. Voilà la vérité ! Ces politiciens-là, nous demandons à la France de ne plus les encourager...

Quelle est l'attitude de la France ?

Elle est ambivalente. L'apprécie qu'elle s'en tienne aux accords d'Arusha. Mais, d'autre part, il semblerait qu'elle continue à envoyer des armes à l'armée rwandaise par le canal du Zaïre. Très liée à l'ancien régime, la France craint l'arrivée du Front patriotique rwandais (FPR) et sa domination totale. Aussi, à ses yeux, les armes envoyées à l'armée rwandaise devaient servir de dissuasion pour freiner une prise de pouvoir du FPR et revenir aux accords d'Arusha.

On fait état ici et là de nouveaux massacres commis, eux, par le FPR. Qu'en est-il ?

S'il en est ainsi, je les condamne. Il n'y a pas de bons et de mauvais massacreurs mais, jusqu'ici, les journalistes présents sur le terrain n'en ont pas fait état.

En reprenant les armes, le FPR, à vos yeux, s'est-il disqualifié ?

Cela ne suffit pas à le mettre hors jeu comme interlocuteur. Il constitue un fait politique incontournable. C'est parce que les militaires refusaient, en vertu même des accords d'Arusha, d'inclure 40 % d'hommes du FPR dans l'armée que le coup d'Etat a eu lieu. Il faut, avec l'appui international, mettre les adversaires à raison et les ramener à la table de négociations.

Renégocier Arusha ?

Non pas ! Aboutir au cessez-le-feu et exécuter les accords,

voilà l'objectif. Mais pour cela il est nécessaire d'obtenir une volonté commune de l'armée et du FPR. Je n'entends pas non plus que des massacreurs, sous le couvert d'Arusha, participent au gouvernement. Il faut qu'ils soient jugés par un tribunal international.

Quel peut être le rôle des Nations unies ?

Elles ne doivent pas revenir, comme elles le furent, en spectateurs. Pas de force d'interposition non plus qui d'ailleurs serait sans effet sur des massacreurs à l'arme blanche et sans uniforme. L'ONU doit intervenir dans des zones sélec-

tionnées pour y assumer un rôle de protection. Les seuls à pouvoir imposer la paix, ce sont les Rwandais eux-mêmes. A condition de le vouloir. Sinon, il n'est d'autre solution que militaire. Les massacres continueraient. Il n'y aurait plus de Rwanda.

Votre conclusion ?

Elle tient en un principe simple : il y aura un avenir s'il y a partage du pouvoir. Je refuse un « Hutuland ». Je refuse un « Tutsiland ». Il n'est qu'un Rwanda, et un seul peuple rwandais !

Propos recueillis par PIERRE-ANDRE CHANZY

Des milliers de cadavres repêchés dans le lac Victoria

LES Ougandais riverains du lac Victoria, situé à plus de 150 kilomètres du Rwanda, ont commencé à creuser des tombes pour enterrer les milliers de cadavres de Rwandais que le fleuve Kagera continue à charrier et à rejeter dans le lac, notamment à l'ouest, dans les régions de Masaka et de Rakai, où s'échouent des corps mutilés dans un état avancé de décomposition.

Les villageois ougandais ont déjà enterré quelque 26.000 corps au cours des trois semaines écoulées, a annoncé Emmanuel Pinto, député de l'ouest de l'Ouganda. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fourni des pio-

ches et des pelles afin de permettre l'accélération des inhumations. Le quotidien « New Vision » a précisé vendredi que les cadavres arrivaient sur le lac au rythme de 1.600 par jour.

De nombreux témoignages sur les atrocités commises par l'armée, la garde présidentielle et les miliciens rwandais continuent à affluer. Une équipe de Médecins sans frontières (MSF) affirmait vendredi dernier que le 15 avril, au centre Saint-Joseph de Kibungo (1), environ 2.800 personnes avaient été rassemblées parmi les populations civiles et triées. Seules 40 d'entre elles en sont sorties vivantes. Les autres ont été exécutées en

l'espace d'à peine quatre heures avec des grenades, des armes blanches, des mitraillettes et des fusées R4, et enterrées dans une fosse commune en dessous de la cuisine de l'évêché. Parmi les victimes se trouvaient une infirmière de MSF qui avait été violée puis décapitée par les militaires qui l'avaient enlevée, ainsi que deux chauffeurs et le prêtre responsable du centre de médecine traditionnelle de Barre. MSF indique que près de 100 personnes appartenant à l'organisation humanitaire ont été victimes des massacres qui se poursuivent encore aujourd'hui.

(1) Voir « l'Humanité » du 30 avril 1994.